

L'ALGERIE, AUX PRISES AVEC UNE CONFIGURATION GEOPOLITIQUE REGIONALE INSTABLE ET LES IMPERATIFS DES REFORMES INTERIEURES

Dr. Rafaa Tabib
HDR en Géopolitique et Stratégies
Professeur Conférencier à l'Ecole Supérieure de Guerre

« Les chrétiens vont au Vatican, les musulmans à la Mecque et les révolutionnaires à Alger ».
Amílcar Cabral¹

L'Algérie fait aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt à la faveur de la reconfiguration géopolitique en cours. Le pays devient courtisé par les pays occidentaux dans le cadre de leur stratégie de diversification des sources d'approvisionnement en énergie, de stabilisation du rivage méridional de la Méditerranée et du retrait de la bande saharo sahélienne.

Revenue en force sur le devant de la scène à la fin des années 2000, l'Algérie est aujourd'hui le plus étendu des pays d'Afrique et un pivot stratégique de première importance dans le Maghreb et l'ensemble du bassin occidental de la Méditerranée. Les échecs et impasses politiques générés par la vague des printemps arabes et la montée des conflictualités au Sahel en font, au niveau régional, un Etat central. Cependant, il est légitime de s'interroger, face à ce calme relatif en Algérie, alors que l'ensemble de la région s'est embrasé à la suite des soulèvements et des guerres depuis le début de la décennie 2010-2020, s'il s'agit d'un contentement de la population ou d'une capacité de résilience du pouvoir et de ses capacités à juguler toute forme de protestation ? Les troubles profonds ayant amené à la tragique décennie de plomb ne contribuent-ils pas à dissuader toute velléité de sédition même s'il est indéniable de constater que le pays connaît une situation politique clivante ? L'évolution de la posture stratégique de l'Algérie, rendue possible grâce à ses atouts indéniables conjugués aux opportunités offertes par le nouveau contexte géopolitique régional a-t-elle permis d'éviter les écueils des « révolutions » arabes et de surmonter les difficultés conjoncturelles ?

Diverses hypothèses plaident en faveur de la capacité du pouvoir à Alger de désamorcer les explosions sociales et les souffles insurrectionnels. Les changements

¹ Amílcar Cabral (1924 –1973), révolutionnaire, résistant et homme politique de Guinée-Bissau et des Îles du Cap-Vert. Il est reconnu comme le père de l'indépendance des deux pays, anciennes colonies portugaises.

importants en Algérie au début des années 1980 puis en 1990-1991 ont laissé penser que le pays vivait le plus grand bouleversement politique postcolonial. Alors que le gouvernement avait convenu en 1989 de la tenue d'élections ouvertes à toutes les composantes politiques, la suspension du suffrage à la suite de graves agissements de la part du Front Islamique du Salut et de son action en faveur d'une accapARATION du pouvoir par une série de perversions du processus, a annoncé le début d'une décennie de plomb, période où l'armée a fait face à l'une des plus sanglantes insurrections terroristes. Cette dure expérience de lutte anti-terroriste a semble-t-il paradoxalement, constitué une sorte de légitimation renouvelée du pouvoir, lequel est désormais perçu par une large frange de la population, comme le garant face à la violence sanglante des factions islamistes.

Une autre hypothèse inhérente à la résilience des élites au pouvoir en Algérie met l'accent sur le rôle dévolu au pays et à son armée dans les nouvelles configurations géopolitiques et sécuritaires au sein d'une région secouée par les lames de fond du terrorisme, des effondrements des Etats et de la déstabilisation sécuritaire.

Enfin et en rapport avec le voisinage tunisien, il importe de s'interroger si, dans une perspective d'ankylose dans le traitement des problèmes structurels en l'Algérie, d'un détachement plus large encore de la société vis-à-vis du champ politique et d'un renouveau de l'islamisme dans sa version salafiste, notre pays serait-il exposé à une déstabilisation sur son front ouest avec une exacerbation de la question identitaire ?

Afin de répondre aux interrogations, de confirmer ou de désavouer les hypothèses formulées ou les prévisions annoncées et de dresser un faisceau de probabilités, il serait convenable de dresser succinctement une fresque des événements politiques récents afin d'y identifier les dynamiques profondes qui régissent la scène actuelle des clivages entre les divers acteurs. Ensuite, il est important d'analyser les fragilités et les atouts du pays en les superposant au miroir des mutations aussi bien géopolitiques qu'énergétiques de la région. Enfin, il est opportun d'élaborer une esquisse prospective du rôle futur ciblé par l'Algérie à la lumière des restructurations stratégiques de la région et du monde.

DE LA SEDITION DJIHADISTE AU « PRINTEMPS ARABE » : UN PARCOURS ATYPIQUE.

Après la décennie de violence terroriste qui a dégénéré, entre 1992 et 1998, en une guerre civile dont le nombre de victimes est estimé à près de soixante mille de morts et de disparus, la page a été tournée au printemps 1999 à la faveur de l'élection à la présidence d'Abdelaziz Bouteflika. Tenant une de ses promesses électorales, le président plébiscité a décrété une amnistie limitée pour les responsables de la violence. Cette initiative baptisée « loi sur la concorde civile » a permis la réémergence du FLN, désormais redevenu la première force politique grâce à des arrangements politiques avec des partis islamistes. La décennie 2000 n'a pas connu d'ouverture ou de changement majeur dans le champ politique et les autorités à Alger se sont attelées à préserver la paix sociale afin de parer à d'éventuelles propagations des soulèvements qui ébranlaient le voisinage à partir de

décembre 2010. Lorsque des appels à manifester ont fait leur apparition, notamment sur les réseaux sociaux en janvier et février 2011, appels lancés par la Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie, une organisation qui regroupe des partis d'opposition, des représentants de la société civile et des syndicats indépendants, les autorités à Alger ont rapidement réagi en jugulant les premiers affrontements dans la rue et en neutralisant les manifestations grâce à un déploiement sécuritaire idoine et à une série d'initiatives politiques. Ainsi, l'Etat d'urgence a été abrogé après plus de deux décennies d'application et des milliers d'emplois ont été proposés aux jeunes en plus d'offres de distribution de logements sociaux. Ces initiatives à caractère social n'ont été possibles pour les autorités que grâce aux revenus financiers issus de la rente pétrolière, une rente qui a marqué des pointes grâce à la flambée des prix des hydrocarbures lors des premières années de la décennie 2000. Après la première vague de manifestations qui ont déstabilisé les pouvoirs, à des degrés divers à Tunis et à Rabat, les autorités algériennes semblaient en 2011 et après, avoir traversé le cyclone insurrectionnel du « Printemps arabe » sans dégâts perceptibles.

NAISSANCE ET EFFONDREMENT DE LA CONTESTATION :

LE *HIRAK* PHAGOCYTE PAR LES ISLAMISTES

Au printemps 2018, des manifestations populaires ont ébranlé le pays avec pour mot d'ordre de départ, barrer la route à un cinquième mandat pour le président Abdelaziz Bouteflika et le refus de la corruption qui a, selon les manifestants, gangrené les rouages de l'Etat. Si au début, la vague de protestations a impressionné par son civisme et son pacifisme, elle a été rapidement récupérée par les forces d'obédience islamiste qui l'ont phagocytée en ciblant, après la déposition de l'ancien président malade, l'armée et l'ensemble des institutions de l'Etat. Cette perversion du mouvement de protestation par les factions islamistes, dans une démarche revancharde, a ouvert la voie à de multiples provocations et à des dérapages sécuritaires qui ont profondément et durablement entaché la contestation. Ainsi, la faible mobilisation des ultimes manifestations trahit une certaine lassitude chez les sympathisants du mouvement. À cet égard, à mesure que la mobilisation populaire faiblissait, les autorités algériennes semblaient, aux yeux du monde et des observateurs avisés, avoir réussi une fois de plus à survivre à une énième tentative de sédition largement soutenue et médiatisée à et par l'étranger. Il importe de rappeler à cet effet, qu'à la suite du déclenchement du mouvement de contestation à partir des réseaux sociaux, de nombreux analystes occidentaux ont été convaincus que les jours du régime étaient comptés. Même après la tenue des élections et l'émergence d'une nouvelle élite politique, les commentateurs politiques étrangers, principalement français, n'ont pas arrêté de prôner leur « conviction » que la nouvelle version du régime, avec en tête un président de 74 ans, Abdelmajid Tebboune, et un chef d'état-major du même âge, Saïd Chengriha, ne représente en réalité qu'un changement dans la continuité.

Les analyses occidentales qui se sont « encapsulées » dans les prédictions d'effondrement du régime à Alger ont omis, par méconnaissance, les attitudes

spécifiques de la population face aux entreprises de déstabilisation. Attitudes forgées dans le feu de la sédition sanglante du terrorisme. En effet, le contexte algérien demeure unique au sein du Maghreb et du monde arabe en général. La vague de terreur islamiste qui a ensanglanté le pays durant les années 1990 a profondément marqué l'inconscient collectif des gens. L'Algérien est encore traumatisé par cette chape de violence aveugle qui s'est abattue sur le pays dans l'indifférence cynique du voisinage et garde encore à l'esprit que la nation fait toujours face à une forme résiduelle de terrorisme, lequel persiste dans la partie nord du pays, tandis que les groupes djihadistes restent actifs dans le Sahara. Par conséquent, la mémoire des massacres est encore suffisamment vivace pour dissuader de nombreux citoyens d'appeler à un changement radical surtout que les acteurs des massacres ou leurs avatars étaient très visibles dans les protestations du *Hirak*.

Le mouvement de contestation a été victime de sa nature décentralisée, prétendument apolitique et clairement phagocytée par les islamistes les plus radicaux. Si rejeter le régime est une chose, avoir une vision claire sur la meilleure manière de le renverser en est une autre. Les noyaux de démocrates, ayant été à l'origine des premières manifestations, se sont retrouvés dépassés par les activistes reliés à la nébuleuse islamiste désireuse d'amarrer l'Algérie à la vague des printemps arabes et au chaos géopolitique dans la région. Force est de constater aujourd'hui, qu'après plus de quatre années de son début, le *Hirak* n'est plus qu'un lointain souvenir et ses partisans sont désormais de plus en plus divisés entre ceux qui se disent prêts à négocier avec le gouvernement et le noyau dur du mouvement qui refuse tout compromis avec le régime. Un régime qui ne manifeste plus de volonté de débattre avec les anciens activistes du mouvement.

LE POSITIONNEMENT GEOPOLITIQUE :

LES FONDAMENTAUX DE LA SOUVERAINETE ET LES CONTRAINTES REGIONALES

Le passage de l'Algérie durant la décennie 1990 d'une économie socialiste à une économie moins dirigiste a été marqué par une certaine pondération tant les violences de la décennie du terrorisme islamiste avait marqué les esprits. Cependant, les paradigmes et options stratégiques et la doctrine qui préside à la conception des relations internationales à Alger n'a pas connu de changement.

Le rôle central de l'Armée de Libération dans le jeu politique et le maintien d'une vive méfiance vis-à-vis du colonisateur européen ont été aux fondements de la doctrine des relations internationales algériennes, laquelle se montre intransigeante à l'égard de toute ingérence extérieure, même dans les cas d'urgences humanitaires. Alger base ainsi traditionnellement sa diplomatie sur les deux paradigmes de la non-ingérence et de la souveraineté des Etats. Si cette position a été tenable durant les décennies de 1960 à 1980, en raison de la vague de décolonisation et de la montée en puissance du concept du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, puis dans les années 1990, au nom de la lutte anti-terroriste, avec le nouveau souffle des « Printemps arabes », cette position, à la faveur aussi d'une propagande étrangère

agressive émanant des ennemis régionaux d'Alger, a quelque peu écorné l'image du pays à l'international. En s'opposant aux interventions extérieures en Afrique du Nord, Alger demeure cohérente avec sa doctrine. Elle fait preuve aussi de son approche réaliste des rapports de forces et de l'instant géopolitique marqué par un excès de bellicisme atlantiste. Néanmoins, dans un contexte régional très complexe, marqué non seulement par l'instabilité de certains acteurs nationaux, par des situations insurrectionnelles et par l'émergence de nouveaux acteurs étatiques ambitieux qui voient de nouveaux intérêts stratégiques en Afrique du Nord, à l'instar de la Turquie et de quelques pétromonarchies du Golfe persique, une pléiade de dirigeants algériens ont exprimé leur soutien à une remise en cause du principe de non-intervention dans la région. Cette attitude qui a fait des émules dans les hautes sphères de l'élite dirigeante s'est adossée à la crainte ressentie de voir le pays relégué à la marge dans les décisions au sein des cénacles où étaient négociées les grandes résolutions internationales inhérentes au Maghreb dans son ensemble. A ce titre, il est très malaisé de mettre dans un cadre de cohérence les décisions de la politique étrangère algérienne la divergence de conception lors des deux interventions internationales en Syrie et au Mali, sans se référer à la pression exercée et à l'intérêt croissant des puissances internationales, à l'instar de la France, mais surtout des Etats-Unis, désireux d'intervenir dans la région afin de parer, théoriquement et officiellement, à la propagation du terrorisme. Dans la foulée du déploiement massif des armées atlantistes dans son pourtour saharo-sahélien, l'Algérie s'est résolue, du moins tactiquement, à s'engager de façon plus résolue dans une coopération anti-terroriste avec ses voisins, ce qu'elle rechignait à faire auparavant².

Dans le cadre des activités anti-terroristes, l'engagement de l'Algérie reste donc indispensable pour ses voisins et les puissances mondiales car elle reste la puissance régionale du Maghreb et son expertise sécuritaire après une décennie de guerre civile est indéniable. Toutefois, même si les militaires et les services de renseignement occidentaux optent, de plus en plus, pour un accroissement significatif de la coopération avec l'Algérie, il n'est nullement question d'une évolution géopolitique de ce pays vers un basculement d'Alger du camp des nations non-alignées vers celui de l'OTAN³. En effet, alors qu'Alger collabore avec

² Il y a lieu de citer à titre illustratif, qu'en 2010, il y a eu la création d'un centre de commandement militaire combinée à Tamanrasset et un centre d'échange de renseignements basé à Alger pour coordonner les actions trans-sahéliennes. A la fin de l'année 2011, l'Algérie avait engagé 25 000 soldats au total dans des activités anti-terroristes conjointes dans la région du Sahel. A partir de 2014, Alger a renforcé sa coopération antiterroriste avec la Tunisie et commence à coordonner ses actions sécuritaires à la frontière Est avec les autorités libyennes de Tripoli, malgré l'anarchie milicienne qui règne dans ce pays.

³ L'ancienne sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques, Wendy Sherman, a indiqué, en guise de précision des limites de la coopération entre Alger et Washington, que son pays partageait les mêmes objectifs concernant la lutte contre le terrorisme. Ainsi, les deux pays, selon elle, adoptent le même mode opératoire concernant les demandes de rançon en échange d'otages et les négociations avec les groupes terroriste. Demandes et négociations qui sont

l'OTAN en Méditerranée dans le cadre du partenariat pour la lutte contre les fléaux hybrides du terrorisme et de la traite des humains, le pays a renforcé stratégiquement son alliance avec la Russie et la Chine dans une optique de lutte contre l'infiltration israélienne dans son voisinage marocain et en perspective de l'effondrement de l'opération Barkhane⁴.

LES ATOUTS INCONTOURNABLES :

UN POLE D'EQUILIBRE STRATEGIQUE REGIONAL ET UN ACTEUR DE STABILISATION

L'Algérie, en dehors des cercles médiatiques occidentaux et des résidus politiques des nostalgiques de l'ère colonialiste, est considérée par l'Europe, les États-Unis et d'autres puissances, comme un partenaire-clé dans la lutte contre le terrorisme et dans la stabilité régionale d'un territoire stratégique en proie au chaos et à l'effondrement sécuritaire. Cette considération du rôle de l'Algérie est la conséquence de son expérience en termes de lutte contre la violence islamiste, de son positionnement géographique et de sa grande superficie qui partage les frontières avec des pays des plus instables : Libye, Mali, Niger et dans une moindre mesure, la Mauritanie. La présence d'islamistes algériens dans les hauts rangs d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a rendu également la coopération avec l'Algérie indispensable, notamment à l'orée du retrait définitif des forces armées françaises du Mali. Sur le plan militaire, l'Algérie a pu moderniser son armée, classée aujourd'hui deuxième puissance militaire en Afrique. Cette puissance militaire conjuguée à une illustre expérience de lutte et de victoire contre le terrorisme ont permis à Alger de contrer toutes les nouvelles formes de menaces hybrides, de sécuriser ses frontières avec le Mali et la Libye et d'apporter de l'aide à son voisin tunisien, notamment dans les zones frontalières de la Dorsale, infestées, durant les premières années post-révolution, par des factions terroristes locales. Alger a également apporté une aide logistique discrète mais précieuse à l'armée française lors des phases de faiblesse de son opération Barkhane, notamment par l'échange d'informations sur le mouvement de certaines factions armées et par l'ouverture de son espace aérien.

Sur un autre plan de la crise malienne, l'Algérie est le chef de file de la médiation internationale pour le processus de paix à Bamako. La diplomatie algérienne mobilise ses efforts depuis plusieurs décennies pour aider à la stabilisation de ce pays avec lequel il partage 1 400 km de frontières. A ce titre, la médiation algérienne a su arracher un accord de paix signé le 20 juin 2015 entre le gouvernement malien et les mouvements indépendantistes touaregs⁵.

systématiquement refusées. L'intervention des forces spéciales algérienne lors de la prise du site gazier de Tingantourine par un groupe armé en est la meilleure illustration.

⁴ Opération qui a été déclarée achevée par le président E. Macron le 11 Novembre 2022.

⁵ Cette diplomatie algérienne préside aujourd'hui le comité de suivi de cet accord pour faire avancer le processus de paix. L'instabilité au Mali fait peser deux menaces sur son voisin algérien : Alger craint que les groupes terroristes au Mali ne le prennent pour cible et que les tensions entre Bamako et les indépendantistes touaregs ne débordent sur ses frontières par effet de contagion.

A la faveur de la propagation des incendies sécuritaires dans la région, au Maghreb et dans son contour saharo sahélien, l'Algérie a adopté une révision constitutionnelle en 2020 permettant au président de la République d'autoriser l'armée à participer dans des missions à l'extérieur de ses frontières s'inscrivant ainsi, dans une nouvelle stratégie visant à s'adapter aux nouvelles menaces et à affirmer son rôle d'acteur régional incontournable⁶. Une affirmation qui vient mettre en échec les menées d'un concurrent certes ambitieux, du temps de la décennie de la terreur terroriste, mais désormais ramené à ses justes proportions dans les échelles de puissance de la région ; Rabat.

En revanche, cette réforme ne traduit pas nécessairement un changement de doctrine. L'Algérie appréhende sérieusement les menaces polymorphes et hybrides qui se constituent dans son voisinage immédiat, mais, elle préfère l'arme de la négociation à long terme et les tractations alliant l'officiel à l'informel. Par conséquent, il est très peu probable qu'une intervention militaire sur un terrain à l'extérieur du territoire national algérien recueille, dans les conditions actuelles de partage des pouvoirs, un consensus au sein de l'État. Il est impératif cependant de garder vif à l'esprit, que le regain des tensions avec le voisin marocain crée une situation délicate qui oblige Alger à redoubler de prudence pour éviter des dérapages susceptibles de ternir son image d'État pivot et d'acteur de stabilisation régionale. Prudence qui prend pour socle la diversité dans le large éventail des États et acteurs opposés et très inquiets de la montée en puissance de l'armée algérienne et de l'amélioration manifeste des capacités économiques de ce pays⁷.

Au niveau de la guerre énergétique, l'Algérie vit, depuis février 2022, ses plus beaux jours, avec une rente gazière des plus élevées, dans un contexte mondial et régional de dérèglement économique sans précédent⁸. L'évolution géopolitique mondiale

⁶ Alger a déjà construit par exemple des véhicules blindés d'infanterie et veut aussi accroître largement ses capacités militaires maritimes – elle fabrique déjà des corvettes – ce qui montre que le pays prend conscience des défis sécuritaires en Méditerranée. Cette ambition de rester une force militaire dans la région l'a conduite à renforcer la sécurité à ses frontières avec le Mali afin d'empêcher tout repli des djihadistes, puis elle a veillé à couper l'approvisionnement en carburant des groupes au Mali en réduisant les filières de contrebande – le fameux *trabendo*.

⁷ En effet, l'accroissement considérable des capacités militaires algériennes et la multiplicité de ses alliances stratégiques, principalement avec les puissances émergentes, suscite beaucoup d'inquiétudes, notamment en Méditerranée. En quelques années, Alger a multiplié les acquisitions de navires de guerre et de sous-marins équipés de missiles *Kalibr* ainsi que des systèmes de défense et de radars de pointe, principalement russes et chinois.

⁸ Le pétrole et surtout le gaz algériens, occupent une place importante dans les relations géopolitiques et économiques méditerranéennes, notamment depuis la décennie 1990. L'importance de ces hydrocarbures est due à plusieurs facteurs : tout d'abord, le pétrole algérien est de très bonne qualité. De plus l'Algérie a d'importantes réserves de gaz naturel, source d'énergie moins polluante que le pétrole ou le charbon et les liens traditionnels de l'Algérie avec les pays du nord de la Méditerranée, dont la consommation en gaz augmente. De même, Alger est le troisième fournisseur en gaz de l'Union européenne, précédée par la Russie et la Norvège. En outre, l'Algérie pourrait compter, selon de hauts responsables du ministère de l'énergie, sur des réserves de gaz de schiste qui représenteraient près de 17000 milliards de mètres cubes, c'est-

générée par la guerre en Ukraine représente une aubaine pour la diplomatie algérienne. Certes, la pénurie et l'inflation de produits alimentaires comme le blé, fragilisent davantage le pays économiquement, mais la flambée des cours des hydrocarbures et les tensions autour du gaz russe permettent à l'État algérien d'amortir le choc de la crise et de consolider son poids politique sur le moyen et long terme. En effet, depuis le début de la guerre en Ukraine, Alger, troisième fournisseur en gaz de l'Europe, est courtisée par l'UE et les discours des années 2016 et 2017 relatifs à la prochaine rupture des accords gaziers ont été relégués aux oubliettes.

Même si le bilan de soixante années d'indépendance apparaît, pour les plus critiques, mitigé et globalement positif, pour les soutiens du pouvoir, il est manifeste de constater que le développement du pays constitue aujourd'hui, une réalité tangible dans de nombreux secteurs et le pays peut afficher, dès lors, des statistiques encourageantes. Depuis la fin des actions militaires importantes contre les terroristes au début des années 2000, on assiste à une réduction progressive du chômage en raison des mesures gouvernementales en direction de la création d'emplois, principalement dans les rangs des jeunes et à une croissance continue, de l'ordre de 3% par an en moyenne. Autant d'indicateurs qui confèrent à l'Algérie le statut de l'une des plus importantes économies du monde arabe. Il est à noter, par ailleurs, que le niveau d'endettement de l'Algérie est extrêmement faible⁹.

Au niveau social, l'alphabétisation est en hausse et a atteint plus de 96% des enfants en âge de scolarité au primaire en 2019, tandis que le raccordement au réseau électrique dépasse les 98% des ménages. L'Algérie a engagé depuis 2018, des investissements massifs dans les infrastructures majeures du pays, à l'instar des routes, aéroports et équipements hydrauliques grâce à l'implication active des compagnies étrangères, notamment chinoises. Parallèlement à l'évolution des réseaux d'infrastructures, la modernisation des moyens de transport marque une réelle évolution grâce notamment à l'ouverture du métro d'Alger, à la mise en service des tramways dans les grandes villes et le renouvellement de la flotte aérienne d'Air Algérie. Le gigantisme des grands ouvrages de travaux publics ne semble d'ailleurs pas s'arrêter puisque Alger vient d'inaugurer la plus grande usine de dessalement d'eau de mer au monde près d'Oran dont la capacité est de l'ordre de 500000 m³ d'eau par jour, mettant ainsi peu à peu fin aux crises d'approvisionnement en eau potable dans les agglomérations.

DES FRAGILITES ACCENTUEES :

DES DEFIS STRATEGIQUES RENOUVELES ET DES FRACTURES PERSISTANTES

L'Algérie reste traversée de fragilités récurrentes, qu'elles soient territoriales, identitaires, économiques, sociales ou stratégiques. Des déséquilibres régionaux

à-dire quatre fois les réserves conventionnelles actuelles du pays. Ceci en ferait les troisièmes réserves mondiales.

⁹ Alger a été classé à partir de l'année 2012 par le FMI, comme le pays le moins endetté des 20 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord avec une dette extérieure de 2,4% du PIB et une dette publique de 9% du PIB.

sont toujours à déplorer malgré les efforts de redistribution des ressources. Les mouvements de protestation à caractère revendicatif sont relativement nombreux dans certaines agglomérations des provinces méridionales, ce qui fait craindre des velléités de sécession réelle ou fantasmée du Sud algérien. Pourvoyeur de l'essentiel des richesses du pays, le Sud n'emploie pourtant que très faiblement les habitants de ces régions, la compagnie pétrolière nationale, la Sonatrach, préférant davantage recruter des travailleurs venant du Nord, souvent par le biais de procédures peu transparentes.

Cette fracture géographique entre le Nord et le Sud épouse en fait une cassure historique : le colonisateur français avait « retourné » l'espace algérien en privilégiant la littoralisation des activités au Nord du pays puis tenté d'isoler le Sud, riche en pétrole et en gaz, lors des négociations sur l'indépendance. Cet isolement du Sud s'est poursuivi après 1962, l'essentiel des investissements étant réalisé au Nord. Par ailleurs, des conflits religieux éclatent sporadiquement entre Arabes et Mozabites, à l'instar de certaines localités du M'zab, alors que l'afflux de réfugiés subsahariens crée de plus en plus de tensions avec les populations locales.

A un autre niveau, la question régionale se niche à l'intérieur de cette fracture Nord/Sud puisque certains territoires sont historiquement favorisés au niveau politique. La désignation des responsables locaux et des hauts fonctionnaires de l'Etat renforce le préjugé de la mainmise de certaines régions sur la haute administration en Algérie. Force est de constater que ces inégalités territoriales affaiblissent le pays, surtout qu'elles se doublent souvent et par régions, par des dissensions culturelles et linguistiques. A ce titre, la question nationale est centrale en Algérie tant les différentes composantes de la nation algérienne ne sont pas représentées dans cette dernière qui repose essentiellement sur les piliers de la langue arabe et de la religion musulmane. Le printemps berbère qui a connu ses principales joutes en mars 1980 pour l'officialisation de la langue Tamazigh, symbolise les tensions qui traversent le corps de la communauté linguistique berbère, laquelle revendique près du quart de l'ensemble de la nation algérienne. Des clivages violents ou pacifiques alternent souvent dans le pays à des cadences éloignées en surgissant épisodiquement comme en 2001. Cette année, un groupe de revendication baptisé le « mouvement des *Aaronchs* » avec, en fond de toile, le rejet des institutions, notamment au travers de l'expulsion de la gendarmerie des villages de Kabylie, a occupé le devant de la scène avant de connaître une rapide désintégration et désorganisation dans ses rangs.

Au niveau économique, si les grands équilibres sont corrects, le pays connaît certaines carences structurelles qui méritent un traitement en profondeur. Ainsi, la forte prévalence de l'économie informelle se caractérise par son développement croissant et par son importance dans la plupart des domaines d'échange. L'emploi informel qui était de l'ordre de 20% au courant de la décennie 1970, a atteint au début des années 2010 le pourcentage de 45,6% avant de stagner autour du seuil emblématique des 50% en 2020. Le modèle de développement adopté au lendemain de la libération était centré sur les larges investissements dans les secteurs de l'industrie et du BTP. Un choix qui a orienté le secteur informel vers les

réseaux de la distribution, notamment lors des longues phases de pénurie. Cependant, la crise économique de la fin des années 1980 et les larges réformes économiques libérales de la décennie 1990, notamment à l'occasion de la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel dans les années 1994 et 1998, ont élargi à la fois les secteurs et le poids de l'emploi informels dans l'économie algérienne. A cause de ce poids important, l'Etat se retrouve dans une situation d'incapacité de lever une grande partie des impôts potentiellement générés par les activités économiques. Il est utile ici de rappeler que la contrebande est très active dans les régions frontalières avec la Tunisie, le Niger et le Mali. Par conséquent, de fréquentes pénuries de carburant sont ainsi enregistrées dans les provinces Est et sud du pays, alors que les denrées alimentaires fortement subventionnées par l'Etat font aussi l'objet de trafic illicite¹⁰. La part de l'économie informelle s'explique aussi par le fait que l'Algérie n'est pas encore entrée pleinement dans l'économie de marché et sa politique de privatisation a montré ses limites. Certaines analyses mettent en relief le poids inhibiteur de la corruption, de la lourde bureaucratie et du système juridique. Ce climat économique a eu pour répercussion une baisse des investissements dans le secteur pétrolier et plusieurs projets d'investissement menés par des pays du Golfe demeurent souvent gelés pendant des années. L'arrivée au pouvoir du président A. Tebboune a été accompagnée d'une ferme volonté et d'une application effective d'une vision qui cible une gestion économique du pays assainie et respectueuse des objectifs de modernisation de l'appareil productif et du cadre juridique. L'échec de cette politique réformiste ne conduirait que vers la fonte rapide et irréversible du matelas de 200 Mds de dollars de réserve de change accumulée tout au long des années fastes.

Au niveau régional, le fardeau géopolitique de la « guerre froide » avec le Maroc est considérable. Depuis la fin des hostilités à la suite de la Guerre des sables en 1963, les deux pays continuent à s'observer avec beaucoup de méfiance. Si le tracé des frontières hérité de la période coloniale est à l'origine du conflit, aujourd'hui c'est davantage la question de l'accession du Sahara occidental à l'autodétermination, qui empoisonne la relation entre les deux pays. Ce conflit a gelé tout projet d'approfondissement de l'Union du Maghreb Arabe proclamée en février 1989. La relation bilatérale s'est aussi compliquée durant la décennie de la terreur islamiste en Algérie. Après l'attentat à Marrakech en 1994, le Maroc a imposé un visa pour les ressortissants algériens et en rétorsion, les algériens décidèrent de fermer la frontière terrestre entre les deux pays, décision qui dure depuis plus de 26 ans. L'infiltration d'Israël dans la région à proximité immédiate de la frontière ouest de l'Algérie a rallumé les tensions entre les deux voisins et Alger a alors décidé de redéployer ses unités de combat selon une configuration d'affrontement imminent.

¹⁰ Au Sud, la situation s'est par ailleurs compliquée avec la mainmise d'AQMI sur le trafic de cigarettes et de carburant.

LE RESIDU TERRORISTE :

LA MENACE D'UN DJIHADISME RESILIENT

Même s'il est désormais de faible intensité, le terrorisme islamiste du maquis subsiste encore en Algérie autour des massifs montagneux de Kabylie, dans l'Est ainsi que dans le Sud du pays. Les coups portés par les services de sécurité algériens à la chaîne de commandement islamiste du GSPC puis d'AQMI ces dernières années, grâce notamment à la neutralisation d'Abderrezak Le Para, de Nabil Sahraoui, de Khaled Abou Selmane ou encore de Habib Mourad, ont considérablement réduit la capacité de nuisance de ces groupes. Cependant, les factions terroristes se sont depuis reconfigurées en s'appuyant notamment sur d'autres structures étrangères, grâce à la dynamique introduite par Daech dans la nébuleuse djihadiste, celle de l'allégeance à l'organisation – mère, puis en passant des alliances au niveau régional¹¹.

Les groupes terroristes s'appuient donc désormais sur des structures géographiquement établis au sein d'Etats faillis dans la région et s'internationalisent davantage. Les frontières Sud de l'Algérie, très poreuses permettent encore à ces groupes de se replier en cas d'opérations d'envergure de l'armée algérienne mais aussi de vivre de trafic divers.

Le terrorisme présent au Sahel constitue pour Alger un risque fort de déstabilisation de son grand Sud du fait d'une multitude de risques et de menaces dont principalement la situation du voisin malien, un pays à peine libéré d'une ingérence étrangère directe et en pleine recomposition, de même la persistance du danger d'une possible rébellion touarègue et du risque d'afflux de réfugiés susceptibles de déstabiliser les fragiles équilibres culturels et démographiques des localités sahariennes du pays.

Si le déplacement de la conflictualité terroriste vers le sud de la frontière algérienne tire ses racines dans la décennie 1990 puis dans les soubresauts chaotiques des printemps arabes au Maghreb, la position de l'Algérie ne s'est pas contentée de refouler ses terroristes dans une sorte de glaciaire sablonneux composé du Sahara Sahel nigéro-malien voisin, mais s'est attelée à créer des réseaux d'alliances susceptibles de lutter efficacement contre les factions d'obédience djihadiste dans les situations sécuritaires instables de l'Azawad. Cette région qui souffre d'un déficit d'Etat, a été la zone de prédilection de l'implantation du terrorisme, ce qui a aggravé l'incapacité des armées et des services de sécurité à mener de véritables actions coordonnées pour lutter contre les groupes terroristes. Face à la tergiversation des partenaires locaux et à l'absence de toute transparence dans le programme français au Mali, l'Algérie a décidé d'agir en autonomie puisque la lutte contre le terrorisme nécessite l'imposition, par les armes, la stabilité sur le sol national algérien et aussi et surtout, dans les territoires voisins dans le cadre d'une

¹¹ Ainsi et à titre illustratif, le chef terroriste Mokhtar Belmokhtar a ainsi annoncé le jeudi 22 août 2013, la fusion de son groupe « *El-Moulathamoune* » avec le Mujao (Mouvement pour l'union et le Jihad en Afrique de l'Ouest), un groupe terroriste célèbre notamment pour les prises d'otages occidentaux en Afrique (la nouvelle organisation islamiste armée née de cette fusion est baptisée *El-Mourabitoune*).

stratégie régionale plus large. Stratégie concertée ou, dans le cas échéant, assumée pleinement par la partie algérienne seule.

LE VOISINAGE TUNISIEN ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR : DE L'INIMITIE ISLAMISTE A LA SYNERGIE PROSPECTIVE

La Tunisie entretient avec son voisin algérien, depuis les deux séismes politiques de la chute de l'ancien président Bouteflika et le soulèvement du 25 juillet 2021, d'excellentes relations fondées aussi bien sur une similitude des attitudes politiques souverainistes et sur la teneur de la culture et l'Histoire communes. Le soutien de l'Algérie à la Tunisie durant la période difficile qu'elle a traversée ces dernières années, ainsi que des intérêts communs liés notamment à la sécurité des frontières, sont emblématiques. Cependant, l'aspect politique, malgré son haut degré de synergie, ne peut éluder la réalité des relations économiques, lesquelles demeurent manifestement en deçà des attentes et des potentialités¹².

Plusieurs tentatives, ces derniers mois, ont prôné la réactivation des accords bilatéraux gelés du temps des gouvernements successifs à la Kasbah, dont principalement, la «Haute Commission Tuniso-Algérienne». Cette commission s'est réunie pour la dernière fois, en 2017, avant de connaître une profonde léthargie¹³. Immanquablement, les deux pays sont appelés à passer à la vitesse supérieure dans les plus brefs délais, au niveau des échanges commerciaux et des investissements. En effet, l'ouverture très prochaine de la route structurante transsaharienne et la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) constitueront inévitablement une opportunité historique pour une alliance stratégique nécessaire à toute articulation à la future situation du continent.

Il serait opportun de souligner que l'aspiration à une meilleure coopération dans tous les domaines entre la Tunisie et l'Algérie, comme préalable à l'ambition unitaire, nécessite une approche beaucoup plus holistique de la problématique de l'intégration maghrébine. Il impératif, après les changements profonds que connaît le Maghreb central, que s'épanouisse dans les esprits, une attitude à orientation et doctrine unificatrice dans les rangs aussi bien des acteurs politiques, des élites que du plus large éventail populaire. Or, le constat est aujourd'hui à la division. L'état

¹² Les données statistiques de l'année 2019 indiquent que l'Algérie a exporté vers la Tunisie, plus d'un milliard de dollars, un chiffre en progression de 13% par rapport à 2018. Toutefois, ce chiffre ne représente que 3% de ses exportations globales. Ces exportations vers la Tunisie ne couvrent que presque exclusivement les hydrocarbures (pétrole et gaz) à hauteur de 95% de l'ensemble. Les exportations de la Tunisie vers l'Algérie marquent une plus grande diversité et comprennent les matériaux de construction, les produits chimiques et alimentaires. Mais cette diversité ne se reflète pas au niveau des quantités, puisque les échanges des produits tunisiens en direction du voisin de l'ouest, ne dépassent pas les 2%. En termes d'implantation économique, environ 763 sociétés tunisiennes sont actives actuellement en Algérie dans des domaines très variés (industrie, services, ingénierie, TIC, distribution, communication). Seul succès dans le tableau, notamment depuis l'été 2022, le secteur du tourisme.

¹³ Les deux pays sont liés par un accord commercial préférentiel dont l'entrée en vigueur est intervenue le 1er mars 2014. Malgré cet accord, les échanges commerciaux demeurent marginaux comparativement aux flux en direction de l'Europe.

d'effritement qui marque les esprits autant que les attitudes, principalement au sein des élites est non seulement une incohérence politique, mais aussi et surtout, un grave manquement à la conscience historique et stratégique. En effet, au moment où les grands ensembles s'organisent et que l'interdépendance entre les peuples s'érige en mode de gouvernance, les élites s'encapsulent dans des discours fragmentaires et hautains, sans aucun rapport avec les exigences de l'Histoire et de sa marche forcée vers les intégrations régionales. Il convient ici de relever le paradoxe entre le discours politique officiel, un discours qui ne cesse de prêcher l'unité et le rapprochement inévitable entre les deux pays et les attitudes et comportements d'une large frange des acteurs politiques ou dans les médias¹⁴.

Les crises qui ont secoué le monde et la région depuis des années ont révélé l'existence de convergences qui laissent entrevoir une homogénéisation des diverses composantes du Maghreb central. En effet, sur le plan économique, il est utile de souligner de réelles complémentarités qui forment un facteur de choix dans la perspective d'une intégration économique totale entre les deux pays. Ces facteurs unitaires sont essentiellement l'Histoire, la langue et la civilisation communes. Mais, ce socle civilisationnel ne doit pas occulter les problèmes de fond auxquels sont confrontés les deux États, à savoir ; la politisation à outrance de la religion, perceptible aujourd'hui à travers la dialectique des rapports au sein du champ politico-religieux que le passage d'Ennahdha au pouvoir a réussi à exacerber en tant que levier géopolitique. A ce titre, il serait opportun de rappeler que les islamistes dans les deux pays n'ont jamais caché leur volonté de briser l'élan de puissance ou la vocation affichée de l'Algérie de jouer un rôle de premier plan dans les configurations géopolitiques régionales.

Aux premières heures de l'arrivée de la Troïka au pouvoir, menée par les islamistes, les discours inamicaux à l'encontre de l'Algérie étaient la norme dans les réseaux sociaux dominés par les pages et les sites de propagande d'Ennahdha. Les responsables en Algérie percevaient le risque de voir leur pays, tôt ou tard, déstabilisé à son tour par le « printemps tunisien ». Des députés de la mouvance islamiste ne rataient jamais l'occasion pour se recueillir sur la mémoire des « moudjahidines tombées en martyrs par la répression de l'armée algérienne » en référence aux terroristes décédés lors de la décennie de plomb dans les années 1990. Le président provisoire, M. Marzouki a même appelé les Algériens, lors d'un meeting à Tripoli avec des milices armées, à : « (...) emprunter la voie de la révolution à l'instar des Tunisiens et des Libyens ». Lors de cette période où Ennahdha était au pouvoir, la Tunisie a cessé d'être la terre d'accueil historique de la lutte de libération nationale des années 1950 et 1960 et des groupes, aux mobiles

¹⁴ Au-delà des représentations ou des considérations d'ordre identitaire ou idéologique, le duo tuniso-algérien, axe territorial du Maghreb central, constitue historiquement une unité géopolitique ancrée dans la réalité des configurations régionales et est loin d'être réductible à une simple juxtaposition de deux États voisins séparés par leurs parcours respectifs aussi bien politiquement, économiquement que stratégiquement.

politiques souvent obscurs, ont profité des largesses du parti islamiste et de son mentor qatari, pour fomenter des tentatives de déstabilisation du voisin algérien¹⁵.

Dans une tentative de rééditer la « révolution de Jasmin » dans une version algérienne, les planificateurs occidentaux ont entamé la formation, entre 2011 et 2014, à Tunis, de nombreux activistes, ou comme les dénomme A. Bensaada, dans son ouvrage d'investigation, « La face cachée des révolutions arabes »¹⁶, les « cybers-collabos », sous la vigilance de Freedom House, dans son nouveau siège à Tunis. Ainsi, en seulement deux mois, janvier et février 2011, l'Algérie a vécu au rythme des immolations par le feu, dont le nombre est approximativement d'une vingtaine. Ces immolations, contrairement à celle de M. Bouazizi, laquelle n'a pas eu le mérite d'être documentée, ont été couvertes par les télévisions satellitaires et largement partagées sur les réseaux sociaux¹⁷.

Tout au long des années où la Troïka était aux affaires en Tunisie, le Qatar s'est laborieusement employé à empêcher toute forme de rapprochement entre Tunis et Alger, alors que la situation des deux pays exigeait plus que jamais une coordination des politiques. Le pouvoir tunisien d'alors, dominé par le parti islamiste, n'a fait qu'œuvrer pour une dégradation continue des relations entre les deux pays. Le point d'orgue de cette politique a été atteint lors de l'imprudente déclaration du président du mouvement islamiste tunisien R. Ghannouchi, lors de laquelle il a vanté « (...) les mérites du mouvement islamiste algérien et son droit légitime, historiquement, religieusement et par le baptême du martyr, à diriger le pays ».

La politique d'inimitié instaurée par Ennahdha à l'égard de l'Algérie tirait profit du soutien inconditionnel de l'allié-mentor qatari à toute entreprise de déstabilisation dans le pays, lequel connaissait une situation critique tant au niveau de sa sécurité nationale, de son économie que de son environnement géopolitique. Or, cette situation a connu une métamorphose radicale avec les nouvelles considérations énergétiques, stratégiques et diplomatiques. L'Algérie est aujourd'hui un pays courtisé par les puissances aussi bien émergentes qu'occidentales. Le Qatar n'est plus l'acteur désigné par les Américains pour fomenter des révolutions colorées et

¹⁵ Les puissances occidentales et principalement les Etats-Unis ont affiché, depuis le déclenchement des soulèvements dans la région arabe, leur volonté commune d'exporter le « printemps » tunisien vers l'Algérie voisine, grâce à l'instrumentalisation de l'une des vitrines de la CIA : l'ONG Freedom House. Cette organisation plaide pour la défense des droits humains, des libertés et de la démocratie, dans les pays en déficit dans ce domaine, dont l'Algérie. La stratégie des ONG financées ou inféodées aux agendas étasuniennes et qui œuvrent pour la déstabilisation de l'Algérie, dénoncent les conditions socio-économiques difficiles des wilayas du sud du pays et soutiennent des groupes qui prônent la « sécession des régions déshéritées du Sahara ». Ces stratégies s'inscrivent dans le cadre d'un programme portant le nom de « nouvelle génération de militants pour la démocratie en Algérie ».

¹⁶ Éd. Ellipses, 2012.

¹⁷ Il importe de rappeler qu'Al-Jazeera, organe de propagande qatari et inféodé aux stratégies occidentales, avait inauguré ses studios dans la ville frontalière marocaine d'Oujda, le 23 janvier 2011. La mission de ces studios était la production de scènes d'insurrection jouées par des figurants marocains. Des scènes destinées à faire croire que l'Algérie vivait une situation d'insurrection généralisée dans ses villes et villages.

le pouvoir en Tunisie a écarté les islamistes des affaires. La profonde crise financière de la Tunisie a mis en lumière le soutien vital, notamment énergétique de l'Algérie, dans le maintien d'un équilibre viable dans ce secteur stratégique. Les perspectives d'une participation active du voisin de l'ouest à dynamiser l'économie du pays, principalement les échanges bilatéraux et vers la profondeur sahélo-saharienne, constituent des pistes sérieuses de sortie du marasme actuel. Mais c'est la coopération sécuritaire entre Alger et Tunis qui semble souder les destins des deux pays. La mise en synergie des capacités de lutte contre le terrorisme en vue de l'éradication de ses derniers groupuscules actifs dans les montagnes du Tell frontalier, est saluée par la plupart des partenaires de la région, comme un franc succès et un axe stratégique de coopération qui va au-delà des deux pays voisins. L'esquisse d'une ouverture prospective vers l'intégration de la Tunisie et de l'Algérie dans un ordre bilatéral inclusif n'a pas tardé à faire son chemin dans les représentations des élites au pouvoir dans les deux Etats. Une réordination de l'idée d'un Maghreb uni, même avec deux piliers seulement et comme départ à une entreprise plus élargie, est désormais un objet d'étude et de conception.

Cependant, il importe, avant d'entamer une profonde réflexion sur les opportunités, les potentialités et les modalités d'une intégration bilatérale tuniso-algérienne, de revenir à l'origine des fondements de l'approche algérienne de l'unité maghrébine. Cette approche s'oppose d'abord à celle prônée par le Maroc et une partie de la diplomatie tunisienne. Une approche qui conçoit un Grand Maghreb arrimé principalement à l'Europe, s'appuyant sur une optique régionale à caractère euro-maghrébine. La conception algérienne de l'unité du Maghreb se fonde, quant à elle, essentiellement sur une optique arabe aux fondements émancipateurs hérités de la phase de la lutte de libération nationale.

Cette optique est portée par un large pan de l'élite algérienne, laquelle possède des intérêts stables et de longue durée, motivés politiquement et économiquement par une collaboration croissante entre les acteurs maghrébins et principalement en Tunisie. Elle reflète aussi bien l'intérêt des cercles dirigeants d'assurer des relations de bon voisinage pour pérenniser le pouvoir intérieur et promouvoir la voie du développement national, que les tentatives de consolider un rôle dirigeant, revendiqué par l'Algérie par rapport aux autres partenaires de la région. La stratégie sous-tendant cette optique vise à obtenir, par une coopération sud-sud, le renforcement de la position algérienne, tant sur le plan de l'échiquier régional que par rapport à l'Europe et principalement vis-à-vis de la France.

Les soubresauts de la dernière phase post-pandémie et la guerre en Ukraine qui ont rapproché, de manière inédite, les deux pays voisins, doivent donner lieu à une révision en profondeur des paradigmes politiques régissant les relations entre la Tunisie et l'Algérie afin d'inaugurer une nouvelle phase de l'édification régionale. En effet, l'Algérie avec son pétrole, son gaz, son système défensif et son potentiel militaire et la Tunisie avec son armée républicaine, ses structures de gestion, son administration, son phosphate, ses cadres de très haut niveau, ses techniciens bien formés et sa réputation de terre de tous les possibles, sont susceptibles de s'imposer en tant que partenaires influents et respectés. À défaut d'unir leurs efforts, ils

demeurent condamnés à avoir des économies extraverties, soumises aux aléas des marchés et à être l'allié privilégié, pour ne pas dire le satellite, de telle ou telle puissance.

Est-il utile de rappeler que les meilleures expériences étudiées sous d'autres cieux prouvent que le développement économique ne pourrait se produire que dans des grandes entités potentiellement autonomes, à condition de former un ensemble régional commun. La nécessité de mettre en œuvre des grands moyens et la création d'un large marché intérieur sont autant de conditions préalables, qu'à l'évidence, aucun des deux pays du Maghreb central ne peut remplir à lui tout seul, notamment dans les conditions actuelles de désordre généralisé et d'instabilité chronique globalisée.

CONCLUSION :

LE DEFI DES REFORMES ET LE SOCLE STRATEGIQUE

L'Algérie traverse aujourd'hui un moment charnière qui lui offre des opportunités d'affirmer son statut de puissance régionale et d'acteur incontournable. Cependant, des fragilités internes constituent, selon les périodes et à la lumière des ingérences étrangères, un frein à ses ambitions. Sur le plan régional, le pays évolue dans un environnement hostile qui impose aux autorités algériennes de consolider le front interne et l'unité nationale afin de faire face aux multiples menaces à ses frontières. Les ressources énergétiques constituent un levier considérable pour la diplomatie algérienne, mais la dépendance économique du pays aux produits alimentaires en réduit le poids. L'État algérien détient les moyens géographiques, humains et financiers pour maîtriser suffisamment la sécurité et la stabilité interne et régionale, soutenu par une armée dotée de capacités considérables. En revanche, cette possibilité d'émancipation dépendra des choix décisifs qu'ont pris les autorités depuis l'élection du président A. Tebboune et la vaste purge anti-corruption menée dans les milieux des affaires proches des cercles de l'ancien pouvoir. Les dirigeants du pays ont été amenés à traduire dans les faits et la pratique politique les slogans des manifestants du *Hirak* dans ses premières manifestations aussi bien dans les niveaux institutionnels, économiques, sociaux, culturels et diplomatiques, notamment en termes de respect des libertés et des aspirations profondes d'une population avide de réformes susceptibles d'améliorer son sort.

Ce repositionnement politique des autorités au niveau des revendications internes se déroule dans un contexte géopolitique très tendu aux frontières algériennes avec des pays fortement déstabilisés, à l'instar du Mali et de la Libye, ou qui sont en phase de transition politique incertaine, à l'image de la Tunisie, voire en rupture diplomatique et d'alliance avec des puissances ennemies comme le Maroc. Ce contexte géopolitique régional représente une menace forte sur le pays et sa sécurité, surtout que le terrorisme, même résiduel, n'a pas été totalement éradiqué à l'intérieur des frontières. Consciente de menace que constitue la multiplicité des entreprises de déstabilisation de son territoire national et de la région dans son ensemble, Alger a redéfini les configurations et les implications de sa doctrine et de ses paradigmes diplomatiques et stratégiques, tout en en préservant les

fondamentaux de la souveraineté et de l'alliance avec les forces émergentes. Le pays a engagé une coopération avec certaines puissances occidentales dans le cadre de la lutte contre les factions terroristes transnationales tout en évitant des concessions d'ordre sécuritaires ou militaires souvent exigées par les alliances internationales dans ce genre d'opérations.

Sur le plan interne, les différentes mesures prises dans le cadre de la concorde civile et l'amnistie des anciens terroristes afin de tenter de ramener la paix dans le pays n'ont pas totalement réussi à juguler définitivement la violence et une poignée d'irréductibles parmi les « repentis » a repris le chemin des maquis et surtout du Sahara aux confins de l'Azawad. D'autres, réintégrés dans la sphère de l'économie et de la redistribution des ressources, soutenus par des prédicateurs dans les pays du Golfe, prônent un salafisme des plus rigoureux au sein des quartiers déshérités et contribuent au développement des courants fondamentalistes en prétendant lutter contre toute « occidentalisation » de l'Algérie. Malgré sa défaite historique dans le pays, l'Islam politique demeure encore, dans les représentations d'une jeunesse faiblement encadrée au niveau politique, une alternative viable et une voie possible de libération. L'ouverture économique du pays et les fortes évolutions de ces dernières années, ont certes profité à une classe moyenne dynamique et de plus en plus opulente, mais elle n'a pas été en mesure de repêcher les laissés pour compte de la libéralisation, dont la présence et la visibilité témoignent de la permanence de la forte fracturation au sein de la société algérienne, notamment dans l'espace urbain.

Le pays dispose cependant de réels atouts sur lequel il peut s'appuyer dans les prochaines années. Sa démographie, son prestige, sa géographie et les revenus issus des hydrocarbures en font la première puissance du Maghreb et de loin. Ces éléments, combinés à sa puissance militaire et à son expertise sécuritaire acquise dans les années 1990, font d'Alger un partenaire recherché par les grandes puissances sur les questions méditerranéennes et nord africaines. Sur un autre plan, le pays pourrait s'appuyer sur la présence d'une forte diaspora à l'étranger, d'une jeunesse nombreuse et de mieux en mieux formée, du potentiel des hydrocarbures non conventionnels et d'un climat géoéconomique et géopolitique favorable aux ensembles régionaux, dont la constitution d'une alliance solide et durable avec la Tunisie semble constituer une des priorités urgentes d'Alger. Ces piliers d'un nouveau développement, érigé sur des ressources humaines et naturelles considérables et une position géostratégique privilégiée, pourraient permettre à Alger de reprendre son rôle de leader régional. Or, cette perspective n'est envisageable que si les élites politiques acceptent de payer le prix et de jouer le jeu. Le jeu d'une démocratie plus inclusive et intégratrice de la jeunesse ainsi que d'une réordination des rapports dans la région avec les voisins alliés.

En déposant une demande d'adhésion à l'organisation des pays de la BRICS, l'Algérie confirme sa nouvelle dimension stratégique et sa projection dans l'avenir. Cependant, une telle orientation impose des arrangements régionaux que le pays ne peut plus reporter ou ajourner. Le clivage avec le Maroc, avec toute sa complexité, doit trouver un dénouement final susceptible de pacifier la région et ouvrir la voie à

une meilleure intégration maghrébine, condition nécessaire à une relance économique et à une organisation des territoires à la hauteur des espérances suscitées par une future adhésion au groupe de pays qui constituent désormais, la locomotive de la croissance mondiale.

La résolution des problèmes dans son voisinage, est un levier stratégique pour l'Algérie qui est en passe de devenir la portière de la profondeur africaine avec la Route Transsaharienne dont les derniers tronçons reliant la mégapole de Lagos à Alger viennent d'être achevés ouvrant ainsi la voie à l'inauguration du projet continental en juin 2023. De même, la conjoncture est profitable à la relance par Alger du projet gazoduc transsaharien de 4000 km qui draine le gaz du Nigeria, détenteur des premières réserves en Afrique, à travers le Niger, l'Algérie et la Tunisie vers l'Europe. En février 2022, trois États ont mis en place une feuille de route pour la réalisation de ce projet, en négociation depuis 2002 et dont la capacité d'acheminement est estimée à 30 milliards de mètres cubes par an.

BIBLIOGRAPHIE

- Ammour L. A.**, 2012, « *Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel : Algeria's Pivotal Ambivalence* », In Africa Security brief, N°18.
- Anderson, B.**, 1996, « *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* », Paris, La Découverte.
- Ben Hounet, Y.**, 2021, « *Hirak et propagande médiatique en contexte postcolonial* », Alger, ANEP.
- Boukhars A.**, 2019, « *Algerian Foreign Policy in the Context of the Arab Spring* », In Combatting Terrorist Center – West Point.
- Daeninckx, D.**, 1983, « *Meurtres pour mémoire* », Paris, Gallimard.
- Dewerpe A.**, 2006, « *Charonne, 8 février 1962 : Anthropologie historique d'un massacre d'État* », Paris, Gallimard.
- Dris-Aït Hamadouche, L.**, 2022, « *Pouvoir-Hirak an 2 : les signes de l'impasse ?* », In L'Année du Maghreb, 26 : 197-212.
- Einaudy, J.-L.**, 2001, « *Octobre 1961. Un massacre à Paris* », Paris, Fayard.
- Gaïti B.**, 1994, « *Les ratés de l'histoire. Une manifestation sans suites : le 17 octobre 1961 à Paris* », In Sociétés contemporaines N°20 : 11-37.
- Garric A.**, 2013, « *L'Algérie, tournée vers l'exportation de ses hydrocarbures* », In Le Monde du 17/01/2013.
- Gellner, E.**, 1989, « *Nations et nationalisme* », Paris, Payot.
- Grandmaison, O.**, 2007, « *De l'indigénat : Anatomie d'un monstre juridique : le droit colonial en Algérie et dans l'empire français* ». Paris, La Découverte.
- Hart A.**, 2012, « *Sahel : Aqmi et les ambiguïtés algériennes* », In Le Monde, du 10/05/2012.
- Kupfertsein, D.**, 2017, « *Les balles du 14 juillet 1953* », Paris, La Découverte.
- Le Sueur J.**, 2010, « *Between terror and democracy. Algeria since 1989* », London, Zed Books.
- Martinez L.**, 2010, « *Algérie : les illusions de la richesse pétrolière* », In Les études du CERI, n°168.
- Rapport de la banque mondiale**, 20 novembre 2020.
- Saïd, E. W.**, 1997, « *L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident* », Paris, Le Seuil.
- Spencer C.**, 2020, « *Strategic Posture Review : Algeria* », In World Politics Review.
- Willis M. J.**, 2012, « *Politics and power in the Maghreb* », Columbia University Press.